

Comment la gouvernance de l'eau s'empare-t-elle de l'outil réglementaire ?

Analyse de l'activité réglementaire des Commissions locales de l'eau.

Sophie Liziard, Rémi Barbier, Sara Fernandez - Laboratoire GESTE, UMR Irstea - ENGEES



Contexte : le règlement de SAGE, outil opposable aux tiers

En 2006, la loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques a doté les SAGE d'un **règlement opposable aux tiers**. Tout projet ou installation, public ou privé, doit être conforme au règlement. Ce **renforcement de la portée juridique** des SAGE vise à en faire un **outil plus opérationnel**, notamment pour atteindre les objectifs de bon état écologique fixés par la Directive Cadre sur l'Eau.

Problématique : concerner vs réglementer ?

Comment un dispositif de gouvernance à mode de fonctionnement plutôt consensuel édicte-t-il des règles opposables aux tiers ?

-> Quels sont les principaux types de règles adoptés ?

-> Quel sont les processus d'élaboration du règlement ? Quels sont les effets de cette dimension réglementaire au sein du processus de concertation ?

Quelques résultats :

Une base de données de l'ensemble des 833 règles des 104 règlements de SAGE actuellement approuvés a été créée. Des analyses statistiques permettent de caractériser le contenu des règlements.

Principales cibles des règles

Les règles portent sur des enjeux, des activités et des aménagements très variés : au total 32 cibles ont été recensées.

4 cibles principales se distinguent néanmoins :



les zones humides

+ de 2 règlements sur 3



les plans d'eau



l'infiltration et le stockage des rejets

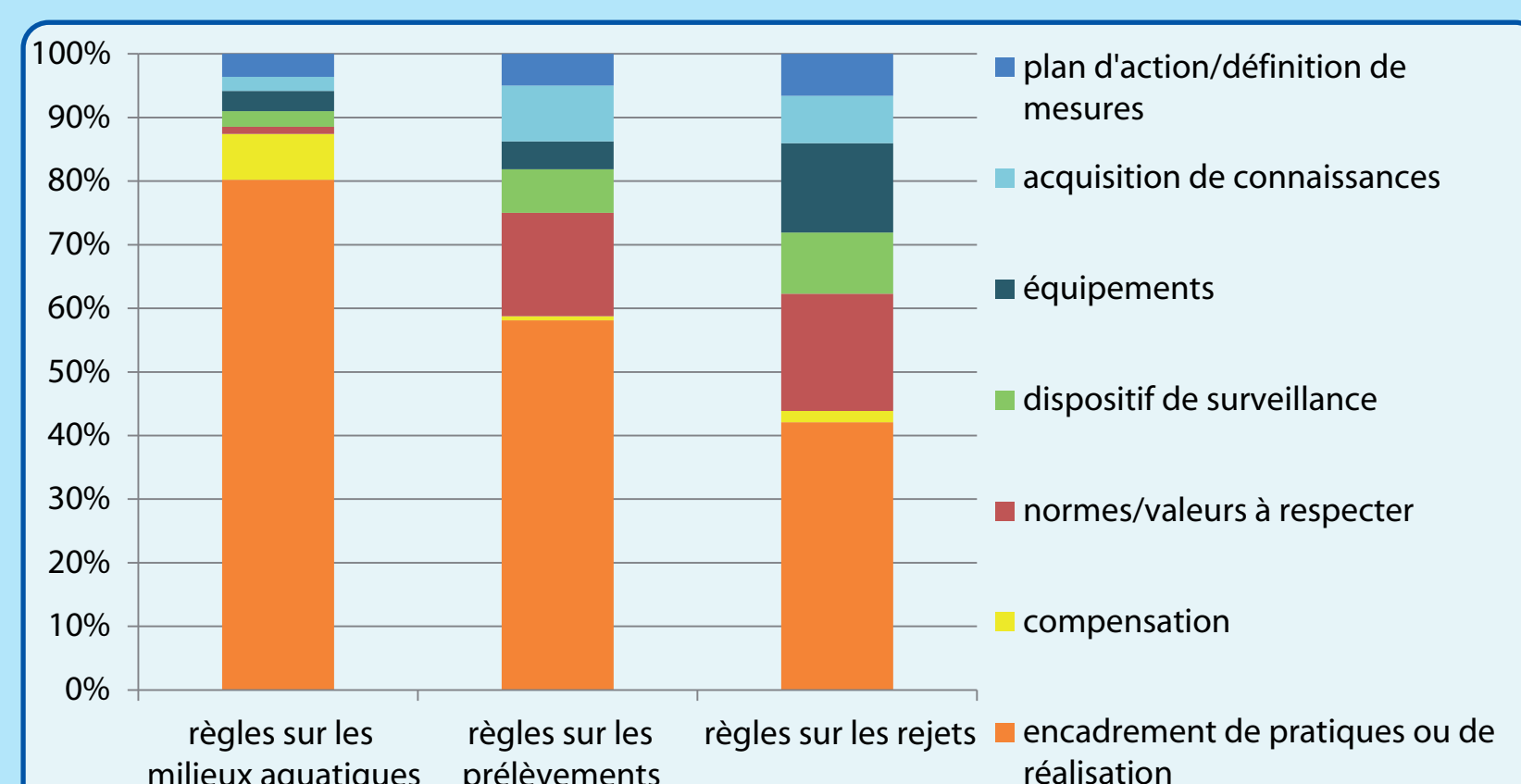


la dégradation de la continuité écologique

+ d'1 règlement sur 3

Moyens mis en oeuvre par les règles

La majorité des règles consistent à encadrer une pratique ou un type de réalisation. On dénombre néanmoins 7 moyens différents mis en oeuvre par les règles, qui concernent plus fréquemment les règles sur les rejets et sur les prélèvements.



Qu'est-ce qu'un SAGE ?

Outil de planification issu de la loi sur l'eau de 1992, visant à concilier la **protection des milieux aquatiques et la satisfaction des usages de l'eau**

Elaboré à l'échelle d'un **bassin versant** ou d'une **nappe**, c'est la déclinaison locale du SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion de l'Eau)

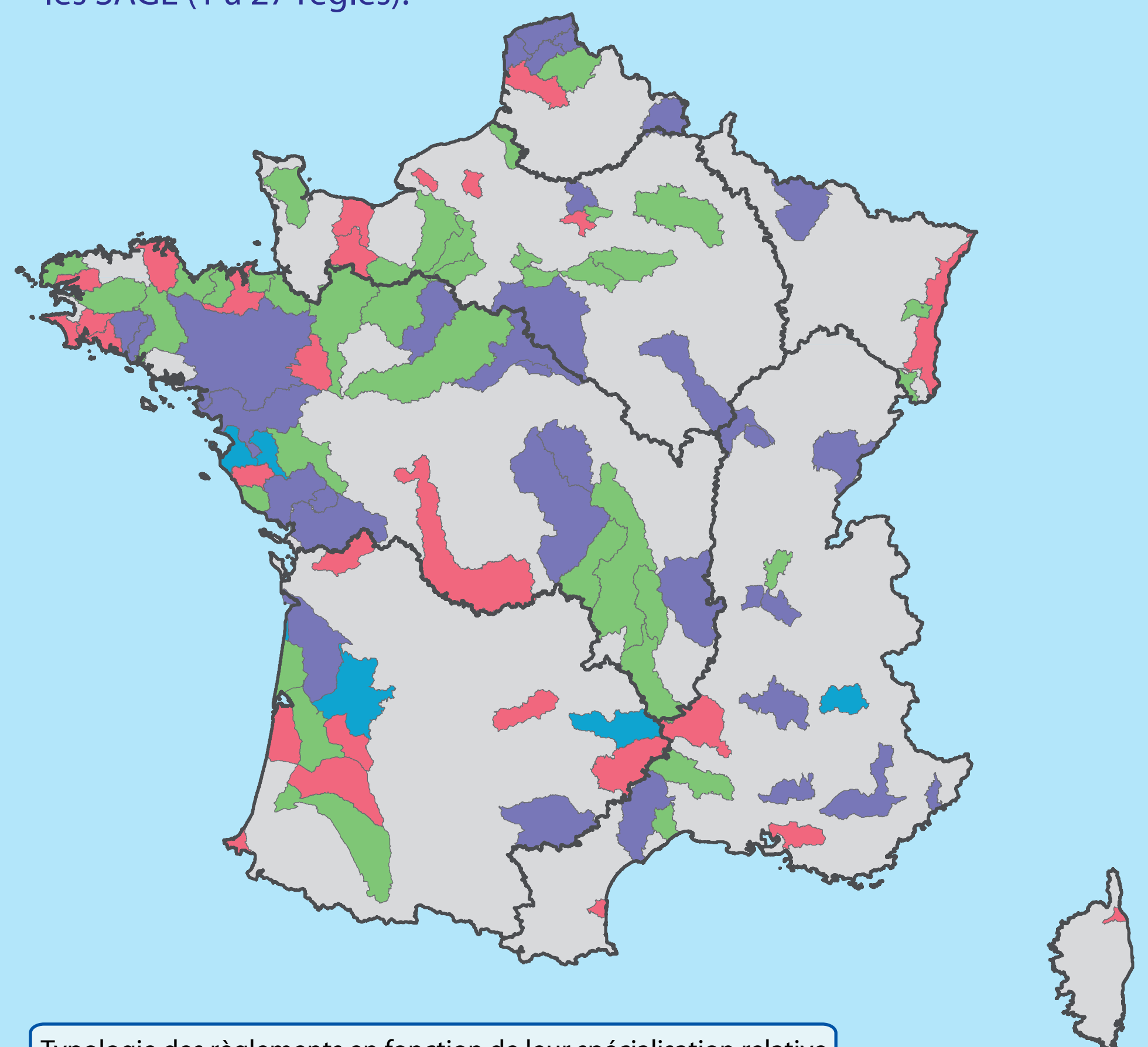
Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau

Composé de 2 documents :
- un plan d'aménagement et de gestion durable (PAGD)
- un **règlement** qui édicte les règles à appliquer pour atteindre les objectifs du PAGD

Elaboré collectivement au sein de la **Commission Locale de l'Eau**.
La CLE rassemble des **représentants des collectivités territoriales, des usagers et de l'Etat**

Domaines de spécialisation des règlements

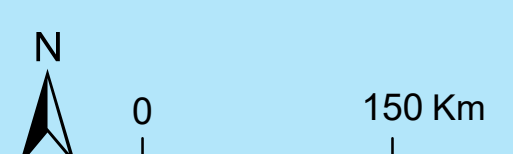
Les règlements présentent des profils variés en termes de spécialisation de leurs règles dans le domaine des milieux aquatiques, des prélèvements et des émissions. Le nombre de règles varie fortement selon les SAGE (1 à 27 règles).



Typologie des règlements en fonction de leur spécialisation relative

- Spécialisation Milieux aquatiques (37 règlements)
- Spécialisation Prélèvements (5 règlements)
- Emissions + Milieux aquatiques (27 règlements)
- Milieux aquatiques + Emissions + Prélèvements (35 règlements)
- Limites des bassins hydrographiques

Sources: Gest'eau - Sandre - 2017
Réalisation: S.Liziard - Laboratoire Geste (Irstea - Engées) - novembre 2017



Perspectives :

L'analyse statistique a permis d'obtenir un bilan quantifié des règles.

Elle a montré certaines particularités : des règles très peu nombreuses sur certaines thématiques (comme l'épandage agricole), une action concentrée sur les activités nouvelles (plutôt que sur les activités existantes) ou encore une volonté de ne pas tout contraindre (avec l'introduction de certaines dérogations et de mesures compensatoires).

L'analyse est actuellement approfondie par une enquête de terrain auprès des acteurs de 4 SAGE. Les entretiens menés visent à mieux comprendre le processus d'élaboration du règlement, les arbitrages et les jeux d'acteurs prenant place au sein de la gouvernance.